

## Le meilleur allié de la Famille : la cuisine familiale !

Dans notre dernière LETTRE d'avril nous vous informions de l'empressement du groupe Soros et de ses affidés à profiter de la crise COVID-19 pour porter quelques nouveaux coups à l'institution familiale : « **Nous méritons mieux que la famille et le temps du coronavirus est une excellente occasion pour l'abolir** » écrivait Sophie Lewis sur le site anglophone de l'*Open Democracy*.

Notre gouvernement, inspiré ou non, a profité du désarroi des Français confinés pour prendre ou tenter de prendre, selon les cas, des mesures qui peuvent être considérées comme anti-familiales :

- Prolongement du délai légal pour l'avortement médicamenteux à domicile par décret du 15 avril (mises à mort supplémentaires de fœtus et mise en danger de la santé des femmes).
- Recommandations du ministre de l'Éducation aux enseignants pour qu'ils « dénoncent les élèves *qui tiennent des propos*

*mettant en cause l'autorité de l'Etat dans sa capacité à protéger la population<sup>1</sup>* ». (Traquer les familles non politiquement correctes grâce à la délation de leurs enfants).

- Reprise à marche forcée, dans un contexte où il y a bien d'autres urgences, de la loi de bioéthique aux multiples effets sur l'embryon et la Famille.



Au-delà du gouvernement français mais directement relié à la pandémie, menace de l'Europe de n'accorder les aides COVID qu'aux pays qui acceptent de faire la promotion LGBT (ex. les pressions sur la Pologne<sup>2</sup>).

L'anesthésie des esprits et la dissolution des familles dans un mode de vie de plus en plus individualiste laissent hélas le champ libre à tous ces lois et décrets. Heureusement, le contrepoison nous est suggéré par...les adversaires déclarés de la famille eux-mêmes. Pour Sophie Lewis, longuement citée dans notre dernier numéro pour s'être exprimée sur les réseaux Soros, les

<sup>1</sup> Cf. Blog Médiapart du 11 Mai

<sup>2</sup> Cf. Gregor Püppinck: <https://eclj.org/family/eu/pologne--le-chantage-ideologique-de-la-commission-europeenne?lng=fr>

familles doivent tout mettre en commun : les « partenaires » les mères, les enfants. C'est le règne des « *maternités multi-genre plurielles où les enfants appartiennent à tout le monde* ». Dans son article sous-titré : *Ce que la pandémie nous apprend de la famille nucléaire et des foyers privés*, elle s'en prend féroce aux foyers privés symbolisés par les cuisines familiales : **des « milliards de petites boîtes, chacune équipée –de manière absurde- de sa propre cuisine [...] »**.

En parcourant la littérature de ses camarades de combat, on retrouve invariablement ce **rejet de la cuisine familiale et du repas pris en commun**. Par exemple Barucca Peller ou Michele O'Brien leur préfèrent ces endroits où l'on vit en phalanstère : on y « *dort, cuisine, partage la nourriture, le sexe, les nouvelles, et l'on s'y retrouve à la fin de la journée* »

## **Article 1 : la cuisine communautaire**

Dans un document clairement intitulé « Six étapes pour abolir la Famille » comme dans la revue anglo-saxonne queer *Pinko*, se réclamant de Fourier, de Marx et de Engels, Michèle O'Brien parle de la nécessaire « **collectivisation de la production alimentaire et de sa consommation** ». Sans doute nostalgiques des cuisines soviétiques que se partageaient plusieurs familles, il est essentiel pour ces néomarxistes de développer des modes de vie commune où tout est partagé par tous. Gare au contrevenant : « ceux qui cherchent à retourner dans la famille en tant qu'unité économique isolée sont des contre-révolutionnaires ».

Dans toute cette littérature, l'article 1 de la Révolution « anti-capitaliste », le B-A-BA de l'abolition de la Famille, est de remplacer la cuisine familiale et privée par de grands repas communautaires, préparés et partagés toutes familles et tous individus confondus. C'est un leitmotiv.

Nous savons ainsi ce qu'il faut faire pour défendre nos familles : y partager nos repas ! Ce qui semblait peut-être une routine banale et parfois même désuète au regard du mode de vie moderne – où l'on tend à

se servir à toute heure individuellement ou à dîner dehors pour un oui ou pour un non - est finalement le pilier même de notre vie de famille. Ces repas, préparés le plus possible à la maison, la maîtresse de maison aidée par les uns et les autres, le couvert dressé ensemble, les « recettes de famille » évocatrices de la tante Janine ou de l'aïeule, l'attention portée les uns aux autres dans le partage des mets, l'oubli de soi pour servir les autres, les conversations et échanges où chacun apporte, selon son âge et ses dispositions du moment sa fantaisie, son expérience, sa tendresse, sa culture, sa sagesse... et son humeur ! La reconnaissance enfin pour ceux qui ont préparé le repas et le désir éventuellement de les imiter, d'apprendre d'eux. Les coups de gueule, la tendresse, les fous rires, les disputes, les réconciliations, tout simplement le plaisir de se retrouver, de partager le fardeau d'une rude journée ou de se réjouir ensemble. C'est un peu tout cela la « cuisine familiale », ciment des familles, tant haïe et redoutée par nos féministes révolutionnaires n'en ont peut-être pas connu personnellement tous les bienfaits.

Les repas familiaux sont un lieu privilégié de l'éducation aussi par les conversations qui s'y tiennent. Spécialement dans les familles nombreuses enrichies par les différences de caractères, de goûts et de maturité. Combien de jeunes cerveaux ont été mis en appétit intellectuel par les conversations des plus grands qui laissaient entrevoir un monde passionnant à découvrir ? Combien d'esprits bien formés par des jugements réfléchis de leurs parents dans un échange confiant et libre ?

Bien sûr, on entend alors les mots affreux et insupportables de « conditionnement » et de « déterminisme » auxquels l'école doit arracher ces enfants certainement en danger. Le ministre Vincent Peillon voulait « *arracher les enfants au déterminisme familial* » et son successeur Jean Michel Blanquer se dit « *de plus en plus favorable* » à savoir ce qui se passe dans la vie de l'enfant en-dehors des heures scolaires et enjoint aux enseignants de signaler les propos des enfants révélant des parents politiquement incorrects. Eux au moins ont compris que la tablée familiale

représente un danger pour qui veut régner sur les esprits.

## Un combat peut en cacher un autre...

Nous touchons là du doigt que la Famille est bien le fondement de la société et de sa cohésion. Défendre la Famille ne relève pas d'un corporatisme égoïste ou d'intérêt catégoriel, pour parler le sabir moderne. Cette institution est l'enjeu de toute une vision du monde.

Sommes-nous de ceux qui veulent un monde d'individus juxtaposés, sans autre lien entre eux que le désir impulsif et changeant du moment. Comme tels, ils sont interchangeables et manipulables à volonté par une petite élite auto-proclamée qui tire les ficelles à son profit (juteux).

Ou bien sommes-nous de ceux qui veulent donner naissance et former un monde d'adultes liés entre eux par des liens charnels et réels qui les rend responsables les uns des autres (et non pas « solidaires » dans un monde imaginaire et hors-sol).

Amis de Famille et Liberté, passez le mot à vos enfants et petits-enfants : privilégiez, quand c'est possible, les repas familiaux, les vacances en famille. Faites tout l'inverse de la mode et vous aurez une longueur d'avance. Mari et femme, parents/enfants, vous avez besoin d'un temps rien que pour vous, entre vous. Ces féministes qui recommandent l'atomisation des familles en un regroupement de familles fourriéristes où tout et tous sont à tout le monde ont compris que le plus grand ennemi de l'explosion sociétale dont elles rêvent est le noyau familial et son mode de vie autonome et privé : « *En tant que voisin et ami, dans un monde où la famille nucléaire ne dispose plus de la vie des enfants, chacun est appelé à intervenir de manière créative et collective dans les relations parentales abusives.* (NDLR : l'enfant appartient à tout le monde et est élevé collectivement) [...]. *De nouvelles formes de liberté de genre et d'épanouissement humain qui ne sont pas disponibles sous la forme limitée et tronquée de la famille nucléaire deviennent possibles. Si vous avez franchi cette étape, vous avez réussi à abolir*

## la famille. »

Et plus loin Michèle O'Brien poursuit sans sourciller : « *Si la famille nucléaire n'est pas radicalement remise en question, ses logiques perverses contre-révolutionnaires de propriété, de misogynie, d'hétéronormativité et de domination restent intactes. La reproduction communiste de la vie matérielle doit résister à la dépendance des relations familiales obligatoires* ».

**L'abolition de la Famille n'est qu'un préalable** –essentiel- à la vraie révolution à laquelle aspirent nos féministes qui prêchent la « convergence des luttes ». Sophie Lewis, dans son blog<sup>3</sup>, revendique les deux à la fois : « *L'abolition de la famille naturelle privée/nucéaire et de son homologue à plus grande échelle, la nation* ». Dans les *Six étapes pour abolir la famille* de M. O'Brien on trouve par exemple « *de nouvelles alliances, entre réfugiés de la famille de tous types, entre des femmes libérées de relations insatisfaisantes ou abusives, entre les pauvres et les personnes de couleur* » (Etape 4). Et encore « *Lutte pour détruire les États suprémacistes blancs [...] défendre les repaires urbains contre le harcèlement policier* ». (Etape 6) Même le changement climatique y trouve son compte : « *Les anciennes maisons monofamiliales atomisées dépendantes de l'utilisation constante de la voiture et de la consommation individuelle sont terminées. Sur cette base, l'humanité peut s'attaquer collectivement au changement climatique* ». (Etape 3)

Assisterons-nous passivement aujourd'hui à l'accélération de cette déconstruction par le vote de l'amendement ROPA. Cet amendement autoriserait deux femmes à se partager la maternité d'un même enfant, l'une donnant ses ovocytes, l'autre son utérus. Selon ce principe de la maternité éclatée, auquel il convient de rajouter un hypothétique « père » ravalé au rang de simple « donneur de gamètes » (Pr. Touraine), l'enfant est fils ou fille de tout le monde, c'est-à-dire... de personne ! Les psychologues nous annoncent des séquelles psychologiques jusqu'à la quatrième génération !

Il est essentiel, avant le passage au Sénat en deuxième lecture de cette loi aussi destructrice des fondements de notre civilisation

<sup>3</sup> <https://www.societyandspace.org/articles/response-by-sophie-lewis-full-family-now-surrogacy-against-feminism>

qu'inadaptée aux enjeux économiques et sociaux auxquels notre communauté nationale doit faire face, de maintenir la pression sur le nouveau gouvernement. Avec des associations amies, Alliance Vita, Les juristes pour l'enfance, La Manif pour tous... Famille et Liberté s'y efforce. Mais notre efficacité commune dépendra surtout de l'action de

chacun auprès de ses relations familiales, amicales, professionnelles, pour faire apparaître que les Français ne veulent pas de cette loi qui va fracturer encore davantage notre pays.

Claire de Gatellier

## Un excellent rapport parlementaire sur la politique familiale

Nathalie Elimas, député Modem du Val d'Oise, a été chargée de rédiger un rapport parlementaire sur la politique familiale. D'après ce qui en a filtré (il doit être remis ces jours-ci au gouvernement), si ce rapport était suivi, il impliquerait pour notre plus grande satisfaction un virage à 180% de la politique familiale.

Est-ce l'inquiétude de l'Union Européenne récemment bien timidement exprimée au sujet de la crise démographique qui la traverse ? Une prise de conscience des chiffres de la natalité française en baisse continue depuis maintenant plusieurs années ? L'épineuse question du financement des retraites ainsi que de l'ensemble de la politique sociale de la France ?

Toujours est-il que le rapport parle entre autre de restaurer le caractère universel des allocations familiales et de relever le plafond du quotient familial.

Ce serait enfin comprendre et reconnaître que

- la politique familiale est d'une autre nature qu'une politique sociale
- renoncer à l'universalité des allocations familiales revenait à transformer la politique familiale en une politique sociale, nécessaire également mais n'ayant pas le même objectif : **la politique familiale a pour but d'établir l'égalité entre ceux qui, disposant d'un revenu donné, quel qu'il soit, élèvent des enfants et ceux qui, disposant d'un revenu du même montant, n'ont pas cette charge.**
- Redonner au quotient familial sa signification première d'égalité devant l'impôt. Chacun devant être taxé selon son niveau de vie (cf. la Constitution : « à la mesure de ses moyens ») **on ne peut évaluer le niveau de vie apporté par un revenu qu'en tenant compte du nombre de personnes que ce revenu fait vivre...**

Il faut espérer que le changement récent de gouvernement ne va pas retarder ou occulter la remise officielle de ce rapport, et, si son contenu tient les promesses de ce qui en a filtré, qu'il sera sérieusement étudié et mis en œuvre pour le bien des familles et de toute la nation avec elles.

Famille et liberté a pris contact avec M<sup>me</sup> Elimas et lui a adressé son « [Livre blanc pour une politique familiale](#) ».